

CINQ ANS POUR SURVIVRE

Un marché de masse pour les multinationales

La concurrence entre les U.S.A. et le Japon dans les différents secteurs de l'électronique (informatique et « vidéo »), entre les firmes exploitant les différents créneaux de l'informatique (gros, moyens, mini et micro) et de la télématique (satellites, fibres, terminaux légers,...) et les firmes entre elles sur chacun de ces créneaux, conduit à exacerber les progrès technologiques sans prise en compte des problèmes économiques globaux qu'ils entraînent ni des conséquences sociales ni même de la capacité d'absorption du marché. L'importance des investissements, la chute rapide du coût des composants et des circuits de base incitent à la mise en œuvre de séries de plus en plus importantes. La stagnation des ventes d'ordinateurs gros et moyens, le glissement des investissements des entreprises du hardware au bénéfice du logiciel, la saturation du marché international de la télévision couleur aggravée par la baisse du nombre de téléspectateurs (-9 % aux U.S.A. en 1979), ont conduit les multinationales à préciser les objectifs de leurs stratégies. Le premier objectif est de créer un marché de masse autour d'un appareil complémentaire au poste de télévision : il peut s'agir du vidéodisque et c'est la filière vidéomatique choisie par JVC (japon), RCA (USA), Philips (Hollande) ou du terminal de banques d'information et c'est la filière télématique grand public choisie par la D.G.T. en France au bénéfice de différents constructeurs, Matra en tête.

Faire payer les informations

Le second objectif est de faire payer les informations et produits audiovisuels destinés à ces appareils. Actuellement l'information est gratuite ou payée essentiellement par la publicité (recette principale des journaux et des télévisions) ou la publicité n'est pas indéfiniment extensible et un nouveau média n'entraîne qu'un transfert de recettes.

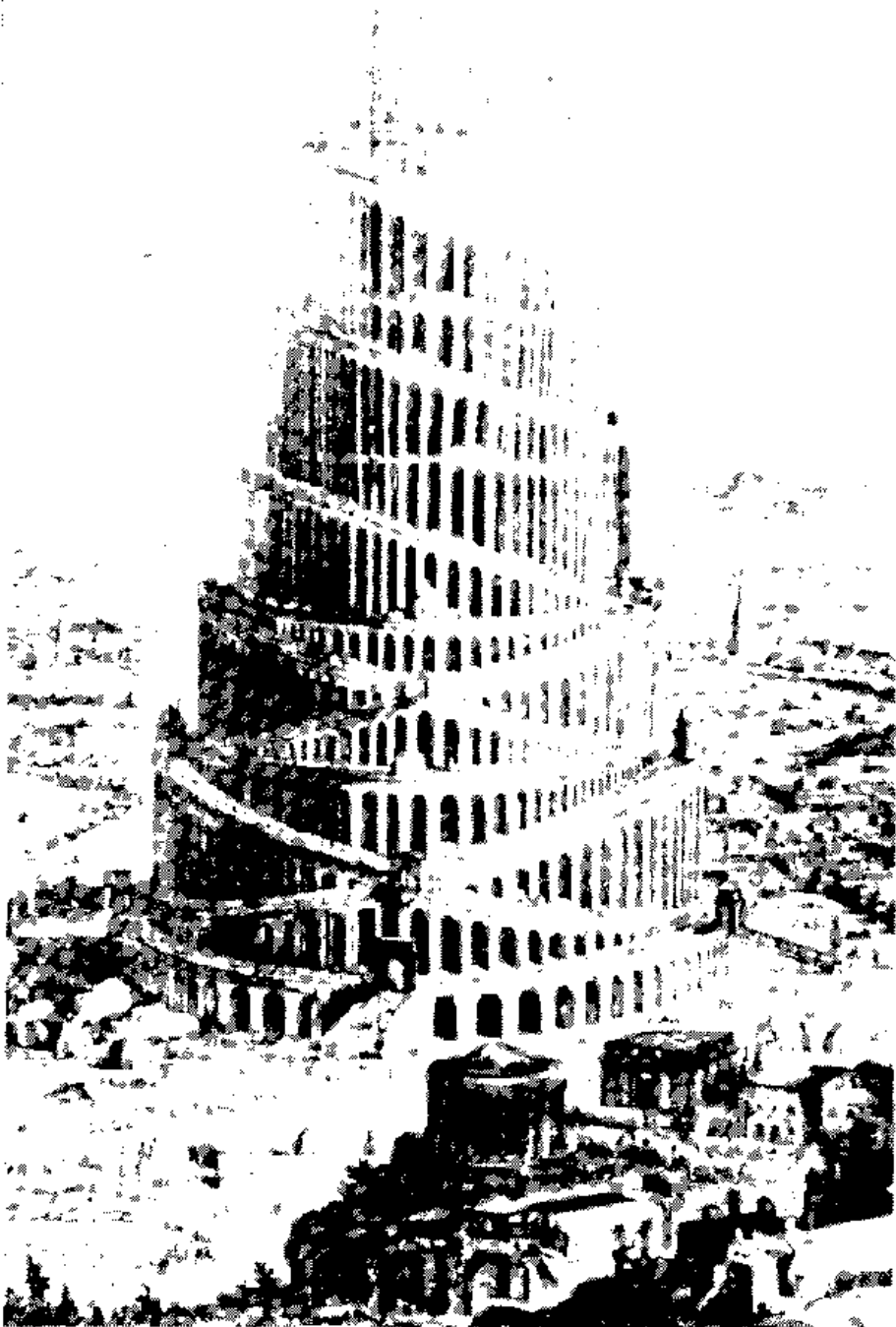
Dans la filière vidéomatique, c'est la vente de disques qui constituerait la nouvelle recette quitte par exemple à priver le téléspectateur traditionnel des films, concerts, séries grands reportages qu'il voit actuellement

« gratuitement ». Dans la filière télématique, c'est essentiellement la taxe téléphonique qui constituera la nouvelle source de profit, l'achat d'informations par téléphone ayant peu de chances de susciter l'enthousiasme du grand public.

Voilà les grandes lignes d'attaque du marché grand public pour les cinq années à venir.

Dans le secteur institutionnel et les entreprises, les objectifs sont mieux connus : il s'agit de développer l'informatique à distance pour relancer et

harmoniser les trois grandes sources de revenus : les terminaux, les réseaux (satellites, fibres, commutateurs) et les sites informatiques puissants. Accessoirement, les ordinateurs individuels ou du marché scolaire, les vidéodisques institutionnels (type Thomson) ou le couplage des deux constitueront un marché potentiel que les multinationales ne laisseront pas en jachère. Dans le contexte de crise économique du système, la contrepartie de ces investissements par les entreprises réside dans la suppres-



slon d'emplois : accroissement de la productivité, stagnation de la production.

Les paradoxes

Dans cette économie libérale de marché, il est saisissant de constater à quel point « l'étage régalién de la société », comme dit Simon Nora, méprise ou néglige ses propres principes au bénéfice d'une espérance fort hypothétique d'augmentation tendancielle des taux de profit.

La démarche qui consiste à renvoyer un peu plus de consommateur de produits culturels à l'écran de télévision est paradoxale : en 1979 la chute d'audience a été de 9 % aux U.S.A., de 5 % en France accentuant la tendance observée au cours de l'année 78. Les jeunes américains font désormais passer le livre en tête de leur intérêt devant la télévision et le nombre de spectateurs de cinéma est passé, après une lente dégradation, de 820 millions en 1971 à 1133 millions en 1979, en France même la courbe s'est inversée (de 169 à 179 millions en deux ans).

Certes, on fait dire à quelques sociologues de service que « la télévision éclatée » et privatisée est synonyme de pluralisme et de plus grand choix de programmes mais ces discours d'escorte ne trompent guère que les mercenaires eux-mêmes : tout s'organisera pour faire payer, par la rareté, des produits et des services gratuitement diffusés. C'est une façon, comme l'explique le président de la MGM, de supprimer, avec les droits sur la pay-TV et les disques, tout risque dans la production cinématographique et télévisuelle : dans le premier temps d'implantation des vidéodisques, une production élitiste vendue chère visant un public choisi ou « averti », et, dans un deuxième temps une production conçue autour des modèles américains dominants visant le grand public indifférencié.

Il s'agit donc de réduire le coût de production à l'unité vendue. Sans répondre au besoin croissant de spectacle vivant ou collectif, le vidéodisque, implanté massivement, pouvait au moins satisfaire à l'exigence de diversité, le coût de fabrication industrielle du vidéodisque étant assez faible pour des séries dépassant quelques centaines d'unités (20 à 30 000 F le « master », 10 à 20 F l'unité). Et il est évident que ces possibilités seront exploitées mais ce type de production restera marginale, le gros des investissements étant porté sur les secteurs qui, par la distribution, dégagent le maximum de plus-value. Une certaine sophistication hyper-valorisée par les medias, des accords d'exclusivité consacrant quelques canaux privilégiés permettront de faire jouer la loi de la concentration monopoliste que le



laboratoire italien des télévisions locales vient à nouveau de vérifier.

Matra, Thomson et quelques autres

La position de la France dans ces domaines constitue un paradoxe dans le paradoxe. A contre-pied, mais parce qu'on boite un peu, c'est la filière télématique grand public (annuaire, Télétel...) et vidéomatique institutionnelle (vidéodisque Thomson-CSF) qui a été retenue et partagée entre Matra, Thomson et quelques autres. Pour ce qui concerne la télématique, outre qu'il est curieux de bâtir une industrie sur une production réalisée à l'étranger et une taxe qui renvoie à la gabelle des temps anciens, il y a une illusion totale à vouloir se convaincre qu'un pays qui à un des taux d'utilisation téléphonique par abonné les plus bas du monde (50 unités par mois) va se mettre spontanément ou par contrainte à chercher quelque convivialité dans les algorithmes et arborescences d'un ordinateur de la Redoute ou de Franck Tenot ou d'un annuaire. Quand au vidéodisque institutionnel, il faudrait qu'il se mette en place dans le secteur scolaire autrement plus vite que « les 10 000 ordinateurs des lycées » s'il veut au moins servir de contre-feux à l'invasion dès 1983-85 des productions standardisées de Sesame Street sur support RCA, JVC ou Philips.

Les enjeux : de la maîtrise de la production...

— Le premier enjeu consiste à avoir une maîtrise suffisamment vaste de l'ensemble des procès de production (des composants au laser, des fibres optiques aux satellites, des tubes au circuits intégrés) pour pouvoir répondre rapidement, dans le secteur entreprises comme dans le sec-

teur résidentiel aux vecteurs stabilisés que les composantes complexes du marché vont imposer.

La France peut parfaitement l'affronter : au niveau de la recherche théorique et appliquée malgré la réduction progressive du taux de recherche-développement elle dispose d'atouts incomparables ; SECAM, Antlope, lecture optique par laser, commutation temporelle, transmission par paquets, constituent les procédés les meilleurs du monde, les filières les plus sûres. Il ne manque que la volonté politique de mettre en œuvre le développement industriel, à commencer par l'industrie des composants dont le plan frileux du Ministère de l'Industrie n'a fait que doubler le déficit de la balance commerciale en quelques années.

— Le second enjeu, même s'il est marginal pour les sociétés multinationales et les monopoles d'Etat qui les commanditent pour l'essentiel de leur activité, est celui de l'emploi, préoccupation fondamentale des français. C'est là que les choses commencent à se gâter : les licenciements ou suppressions de postes annoncés touchant la Radiotechnique comme Thomson, la Bretagne comme l'Isère, les circuits comme la vidéo. On se prépare à fabriquer les terminaux à Singapour, les banques de données... en Corée. Il ne resterait plus à attendre que le niveau de vie et le taux de l'emploi soit tellement dégradées que la main d'œuvre française, en particulier féminine commence à intéresser les firmes japonaises comme Sony à Bayonne.

... A la manipulation des codes

— Le troisième enjeu serait de faire en sorte que la construction de nouvelles hégémonies industrielles ne balaye pas les identités culturelles. Si les banques de données de la télématique institutionnelle et les vidéodisques grand public s'imposent dans le monde sous la houlette d'I.B.M., Xeros, R.C.A., J.V.C. et quelques autres, quel poids auront notre télématique de bazar et nos vidéodisques sophistiqués et autres didacticiels ?

Certes la production audiovisuelle restera longtemps encore une production cinématographique mais l'échange déjà inégal entre l'Europe et les USA (0,90 % contre 30 à 70 % suivant les pays européens) ne pourra que s'aggraver, c'est un peu plus la distribution qui orientera la production et à vouloir prendre le train des superproductions internationales on ne fera que rater « Le Dernier métro »...

— C'est enfin le devenir de notre civilisation qui est en jeu. A la réduction marchande dont on connaît les maux et les remèdes vient se surajouter la réduction sémantique liée à la manipulation mécaniste des codes

d'autant plus insidieuse qu'elle s'imbrique dans la précédente, la masque et peut se parer des vertus du progrès technologique en donnant dans la reproduction élargie d'illusion d'une production de connaissances. La doctrine des SSCI (Sociétés de conseil), fleurons de la matière grise technocratique, vampires et sangsues de la vitalité des entreprises, du savoir-faire et de la capacité d'initiative des travailleurs est d'une redoutable clarté : « Avec de bons systèmes nous investissons l'espace qui sépare le langage informatique du langage humain. Il n'y aura plus qu'à mettre des singes au bout... ».

Si nous n'y prenons garde, les interfaces entre la machine et la machine, entre l'argent et l'argent se substitueront aux créateurs de connaissances et aux interprètes.

Du savant gagné par le néopositivisme G.I.G.O. (Garbage in, Garbage out) au typo-claviste qui aura du réduire toute la richesse des arts graphiques à un seul et unique caractère mosaïque sans personnalité et pratiquement illisible.

Le match du siècle : l'écrit et l'écran

Et c'est là où informatique, télématique, robotique pourraient être synonymes d'épanouissement, de libération, d'explosion des connaissances et des talents que le travail vivant comme le spectacle vivant, l'imaginaire, le ludique et le plaisir, sont les plus menacés. Aucun secteur n'est épargné. Par exemple les artistes-interprètes-musiciens sont passés de 100 000 en France au début du siècle à 8 000 aujourd'hui dont les 3/4 au chômage, c'est le prix payé au parlant, au disque, à la radio, à la télé, au microsilicon. A quel prix le vidéodisque ? Les musiciens se font déjà payer sur les cassettes... vierges et il est désormais interdit de chanter dans les trains en Italie. Il faudrait taxer les Fest-Noz qui constituent une concurrence déloyale pour la télévision et la publicité des potages Knorr qui la fait vivre.

Il y a aussi le grand débat, le « match du siècle » entre l'écrit et l'écran. A tout ce qui a été dit, on doit ajouter un aspect souvent négligé du problème : le vidéodisque, concurrent de la télévision dans la consommation d'images sera surtout redoutable pour le cinéma et le livre car il va mordre sur le budget mensuel des ménages consacré à la culture et aux loisirs ce qui n'était pas le cas avec la télévision traditionnelle, en particulier en France où il n'y a pratiquement pas de location.

Les perspectives

Dans la situation actuelle, il ne paraît plus possible de s'en tenir à

l'analyse de « ce qui va monter à la une » dans les prochains mois ou les prochaines semaines ou de tenter de garnir les vitrines du capitalisme de quelques alternatives fracassantes mais intransitives. Tout ce qui est posé en terme d'innovation et non en terme de lutte de classe est immédiatement récupéré et détourné, tout ce qui, sous couvert de rapport de communication, peut estomper la réalité des rapports de production alimente la plus-value idéologique du grand collecteur de la sociologie libérale, la marche de manœuvre de l'intelligentsia barbouzeuse.

Par ailleurs, si on introduit la philosophie marxiste dans cette histoire de nouvelles technologies, il faut rappeler que : « ce que déterminent les forces productives ce sont les possibilités mais aussi les impossibilités formelles du développement historique... ce qu'elles permettent et ce qu'elles excluent ».

« Simultanément les rapports de production déterminent parmi les possibilités formelles, lesquelles vont se réaliser, sous quelle forme, à quel rythme, etc... ».

Toute prophétie est alors à bannir comme toute espèce de radicalisme abstrait qui ignorerait la réalité du rapport de forces. Dans ce champ complexe, de nombreux vecteurs concourent à la réduction sémantique dans et avec la manipulation mécaniste des codes, c'est le développement historique qui est mis en cause. L'analyse des bases de la production du sens, des connaissances devient une réelle priorité, on parlera alors de réappropriation sociale des paroles et des cultures et d'appropriation collective de leurs moyens de traitement et d'échange. On parlera de médias. On parlera d'individus, les exclus du développement historique, les exclus de la parole, ceux qui n'ont finalement rien d'autre à perdre que leurs chaînes de télévision. Perspectives abstraites ? Seulement, jusqu'au moment où, comme pour toute idée, les masses s'en emparent.

Demain... les puces

Les masses se sont déjà largement emparées de l'idée qu'elles sont partie prenante et participent au développement des forces productives. Reste à réaliser, si l'on peut dire, l'appropriation collective et l'ouverture des voies de passage... La première condition insuffisante mais obligatoire est que s'opère une articulation du service public et du secteur privé nationalisable sous contrôle des travailleurs permettant de rompre cette imagerie d'Epinal d'un pouvoir neutre et arbitre entre d'une part grand public et entreprises, et d'autre part industries et finances. Il y a aujourd'hui une situation inédite avec le développement

des nouvelles technologies électroniques, un nouvel ordre économique, un nouvel arbitrage est possible car il y a corrélation profonde entre libération de l'homme et libération des forces productives.

Sans aborder les problèmes liés à la robotique et à la production des biens de consommation directe où les potentialités de la révolution scientifique et technique sont de plus en plus patentées, approfondissant les contradictions du mode de production capitaliste s'agissant ici des connaissances, de l'information, de la communication, la notion de « producteur » au sens que B. Brecht lui attribuait au début de la radio prendrait aujourd'hui un autre relief : elle vient renforcer, se superposer et finalement faire bon ménage avec productivisme et collectivisme pour redonner un sens à la productivité et à la collectivité. Produisons des outils, « propriété de l'Etat » comme les compteurs à gaz, pour produire des connaissances collectives et individuelles bases de l'émancipation et de l'épanouissement de tous.

Comment ne pas trouver dérisoire les deux hypothèses de développement qui sont arrêtées en France pour les dix prochaines années :

- un terminal d'annuaire et de données de bazar
 - une camera de vidéophone
- le tout figé, fixé au téléphone et à la télé et produit à 30 millions d'exemplaires saturant les lignes téléphoniques d'aujourd'hui, les fibres optiques de demain.

Il serait moins coûteux et d'une autre utilité de prévoir, par exemple :

- un combiné : vidéodisque, microprocesseur, terminal intégré, diskette alphanumérique
- une caméra vidéo portable et son magnétoscope dans chaque foyer.

les centres de ressources locaux : sites informatiques, presses à vidéodisques, ateliers de montage, assurant alors la socialisation de la production et de la diffusion dans des conditions moins utopiques que celles dont Brecht pouvait jeter les bases à propos de la seule radio-diffusion.

Quitte à heurter certains professionnalismes et en reconnaissant volontiers que la démonstration est un peu courte et que le résultat n'est pas encore convaincant, on doit constater que Brecht est d'actualité : avec la radio principalement, même si le nombre d'artiste-interprètes-musiciens est passé de 100 000 à 6000 en trois générations il y a aujourd'hui des milliers de groupes, des milliers de jeunes qui connaissent la pratique d'un instrument. Cette socialisation est dans notre scénario tout aussi réaliste et d'une autre portée quand de l'écriture du code de la pratique musicale elle gagne l'ensemble des modes de communication concrète.

Ghislaine Azemard
Christian Malapris
J.C. Quinlou